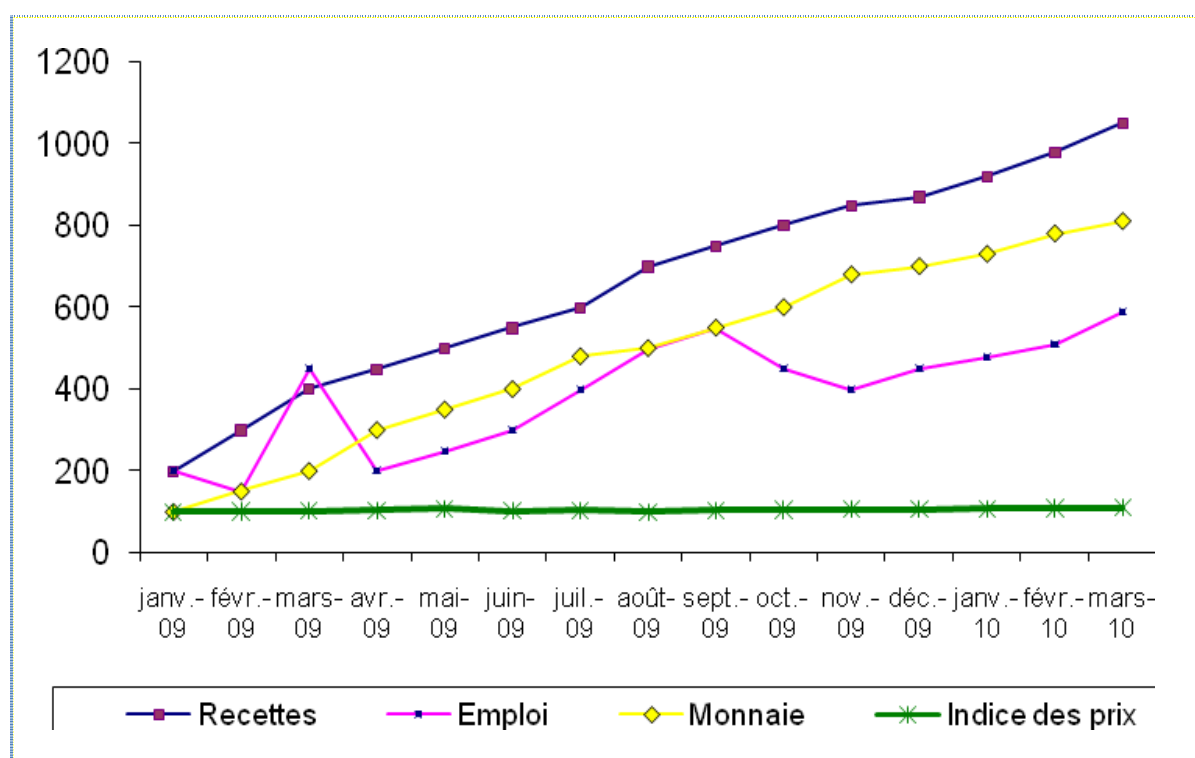


REPUBLIQUE DE DJIBOUTI

MINISTERE DE L'ECONOMIE, DES FINANCES, ET DE LA PLANIFICATION CHARGE DE LA PRIVATISATION

DIRECTION DE L'ECONOMIE



NOTE DE CONJONCTURE N°1

JUIN 2010

Sommaire

I. Introduction	3
I.1 Environnement international	3
I.2 Evolution de l'Euro-dollar et des principales matières premières	5
I.3 Conjoncture financière mondiale	6
I.4 L'économie de la sous-région	7
II. Conjoncture nationale	8
III. PRODUCTION INTERIEURE DES BIENS ET SERVICES	9
III. 1 Secteur Secondaire	9
III.1.1 Production de l'énergie électrique	9
III.1.2 Production d'eau	10
III.2 Secteur Tertiaire	11
III.2.1 Transport Maritime	11
III.2.2 Transport Aérien	12
III.2.3 Transport Routier	13
III.2.4 Les Télécommunications	14
III.2.5 Tourisme	15
III.3 Prix	16
III.3.2 Indice des prix à la consommation	16
IV CREATIONS D'ACTIVITES	18
V. LES FINANCES PUBLIQUES	19
V.1 Tableau des opérations Financières de l'Etat	19
V.2 Le Service de la Dette Extérieure	21
V.3 Investissements publics	22
V.4 La monnaie et le crédit	25
VI Conclusion	26

I. INTRODUCTION

I.1 Environnement international

Etat unis

La reprise économique des États-Unis s'est renforcée au premier trimestre, mais un peu moins qu'espéré, selon les chiffres du PIB publiés par le département du Travail à Washington.

La croissance économique du pays a atteint 3,2% en rythme annuel, a indiqué le ministère, alors que les économistes l'avaient estimée à 3,3%, selon leur consensus médian.

L'hiver a marqué ainsi le troisième trimestre consécutif de hausse de l'activité de la première économie mondiale, confirmant la poursuite de la reprise entamée pendant l'été.

Pendant les trois mois d'automne, le PIB avait progressé de 5,6% en rythme annuel.

Le ralentissement de la croissance au premier trimestre masque en fait un renforcement de la reprise dans la mesure où les deux tiers de la hausse du PIB d'automne avaient résulté d'un effet comptable provoqué par le simple ralentissement des déstockages d'entreprises.

La contribution de la consommation et des variations de stocks à la croissance a été compensée en partie par le commerce extérieur et la dépense publique, qui ont freiné la hausse du PIB.

Japon

Les actions japonaises ont assez bien performé au cours du 1^{er} trimestre. Les investisseurs croient que le renforcement de l'économie mondiale favorisera les produits technologiques et les autres exportations dont dépend l'économie japonaise.

Le communiqué qui a accompagné en février le statu quo monétaire de la Banque du Japon (BoJ), laisse les marchés perplexes, cependant que, comme prévu, la Banque Centrale a revu à la hausse ses projections en matière d'inflation.

La révision du PIB au 1^{er} trimestre 2010 souligne une contribution positive de trois composantes, et non plus quatre comme en première estimation. La consommation privée a contribué pour 0,5 point de pourcentage au 1^{er} trimestre 2010 par rapport au 1^{er} trimestre 2009 (contre +0,4 en première estimation) ; le solde extérieur net est resté inchangé par rapport à l'estimation préliminaire, à +0,5 point de pourcentage ; Enfin, la contribution des inventaires s'est établie à +0,1 point de pourcentage (contre +0,4 en première estimation).

La consommation privée reste soutenue par les plans de relance, notamment au travers de réductions d'impôt, primes à la caisse. Les mesures de soutien à l'emploi font aussi partie de la stratégie gouvernementale, permettant au taux de chômage de marquer une pause dans sa progression.

Zone Euro

La reprise reste fragile dans la zone Euro au premier trimestre 2010.

La zone Euro n'a engrangé qu'une faible croissance au premier trimestre, à l'image de l'Allemagne et de la France, et la rigueur budgétaire annoncée par plusieurs Etats membres fait craindre pour le reste de l'année.

Les économistes sont tentés de prévoir un deuxième trimestre meilleur, ne serait-ce que par un effet de rattrapage après la perte d'activité due à la vague de froid au début 2010, notamment dans le secteur du BTP en Allemagne. Mais, cet élan d'optimisme pourrait toutefois être freiné par l'effondrement de tous les systèmes économiques et financiers de la Grèce ainsi que les mesures d'austérité en préparation en Espagne, et au Portugal, et dans une moindre mesure en France.

Le produit intérieur brut des seize pays qui partagent l'Euro, a augmenté de 0,2% de Janvier à Mars par rapport aux trois mois précédents, après avoir stagné au dernier trimestre 2009.

L'Allemagne, première puissance de la zone euro, a enregistré une croissance de 0,2% également, soit son quatrième trimestre d'affilée dans le vert. C'est mieux que prévu mais loin du rythme de reprise aux Etats-Unis, sans parler de la Chine et des autres pays émergents.

La France a fait moins bien avec une progression de 0,1% seulement, un chiffre inférieur aux attentes, et la croissance du quatrième trimestre 2009 a été révisée à 0,5% au lieu de 0,6%.

Pays émergents

La Chine

D'après Le Fonds monétaire international (FMI), l'économie chinoise, au premier trimestre de cette année, a connu une croissance spectaculaire de 11,9% en glissement annuel, après 10,7% au dernier trimestre de l'année 2009, une performance rendue possible grâce au vaste plan de relance décidé par le gouvernement, il y a près de deux ans, et à l'ouverture des vannes du crédit.

La Chine tire profit de la sous-évaluation de sa monnaie pour accentuer sa compétitivité sur la scène internationale (déjà considérable) alors que, face à elle, les autres grandes puissances éprouvent les pires difficultés à s'extraire de la récession.

Le Brésil

Le Brésil fait feu de tout bois : ainsi, le premier trimestre 2010 aurait vu l'économie brésilienne croître de 3% par rapport à la même période en 2009, dépassant allègrement les prévisions initiales qui tablaient sur un bond de 1,5%. Le pays, qui a retrouvé le chemin de la croissance dès le 2^{ème} trimestre 2009, est porté par la vigueur de plusieurs secteurs-clés, comme l'automobile (+21% 1^{er} trim. 2010), la production de papier (+20%) ou la production électrique (+12%). La contrepartie de cette croissance soutenue (qui devrait néanmoins ralentir dans les prochains trimestres, puisque les économistes s'entendent pour tabler sur une croissance totale en 2010 légèrement supérieure à 6%) est une inflation là aussi plus élevée que les prévisions, avec une révision de celle-ci à 5,4% pour l'année en cours.

Autre élément-clé, les importations ont considérablement augmenté en ce premier trimestre 2010 par rapport à 2009 (+48%), signe de l'appel d'air causé par la croissance de la consommation intérieure, qui attise les convoitises des investisseurs étrangers, et par ricochet font apprécier le real, qui est à des niveaux historiques de change (1 € vaut 2,26 R\$ aujourd'hui contre 3,20 il y a moins d'un an). Le fort endettement des ménages brésiliens, qui peut faire craindre un scénario à la "*tropical subprime*", et une redistribution de ces richesses nouvellement créées qui continue à être erratique et injuste.

I.2 Evolution de l'Euro-dollar et des principales matières premières

Tableau 1 : Taux de change Euro/dollar

Intitulés	2009	2010			Variation en %	
	Mars	Janvier	Février	Mars	Jan./mar.10	Mar 10/Mar09
US\$/EUR	1.3257	1.3874	1.3636	1.3522	-0,84%	2%
Brent	59	78	70	77	10%	30,5%

Ce premier trimestre est marqué par la crise de l'Euro, consécutive aux différentes notations qui ont affecté certains pays endettés notamment la Grèce. L'Euro a continué sa chute au premier trimestre passant de 1.3874 \$US à 1.3522 \$US entre janvier et mars 2010. Cette chute de l'Euro par rapport au dollar s'est atténuée avec l'annonce du Plan FMI-UE visant à soutenir la Grèce pour lui permettre de réduire à des proportions raisonnables et sur une période de trois ans, son déficit budgétaire.

Cette crise de la zone Euro risque de persister et les plans de rigueur annoncés dans plusieurs pays de la zone, conduiront à une réduction des prévisions de croissance. Cette anticipation de la baisse de croissance affecte les marchés financiers.

Le bras de fer entre l'Union Européenne et les marchés spéculatifs de ce premier trimestre repose la question de la gouvernance financière mondiale et la nécessité de réduire les marges de manœuvres des spéculateurs. Des réformes sont déjà introduites dans ce sens aux Etats-Unis et l'Union Européenne pourrait bientôt suivre l'exemple américain.

Les matières premières :

Riz

Deux années après la crise, en mars 2010, les marchés semblent avoir retrouvé leur calme. Les perspectives de production sont revues à la hausse grâce à une amélioration des rendements. D'après le rapport du mois d'avril du département américain de l'agriculture (USDA), la production mondiale pour la campagne 2009-2010 devrait atteindre 440,81 millions de tonnes contre 434 millions estimés en 2007-2008. Hormis la Thaïlande (-100.000 tonnes), les estimations de tous les pays exportateurs ont été revues à la hausse. Les stocks devraient atteindre 90.202 tonnes contre 81.002 tonnes lors de la campagne 2007-2008. La consommation globale devrait être quasi conforme à la production à 441,508 millions d'euros.

Dans la foulée, le commerce mondial redémarre: 29,97 millions de tonnes devraient être échangées contre 29,74 millions en 2007-2008. La Thaïlande a annoncé que 2 millions de tonnes de l'ancienne récolte et des stocks publics seraient proposés au marché cette année.

Toutes ces prévisions laissent envisager un retour à des prix raisonnables. Depuis le 1^{er} janvier dernier, les cours du riz à Chicago ont chuté de 13,56%.

Blé , mais, cacao et sucre

Pour la première fois de son histoire, la Russie atteint son objectif: dépasser les Etats-Unis en termes de production de blé. D'après les chiffres du département américain de l'agriculture (USDA), la Russie devrait produire, sur la campagne 2009-2010, près de 61,700 millions de

tonnes contre 60,314 millions pour les Etats-Unis. L'écart est léger mais assez significatif pour donner une dimension historique à l'événement.

Le regain d'intérêt de l'administration russe pour le secteur agricole témoigne bien de l'enjeu stratégique. L'agriculture avait été abandonnée par le gouvernement à la suite de la chute de l'URSS.

Pour les analystes du marché du blé, ces objectifs ne surprennent pas. «La Russie est déjà le quatrième plus gros producteur. En 2010, le pays devrait être le troisième exportateur, tout juste derrière l'UE», prévoit Nicolas Fragneau gérant d'Amundi Funds Global Agriculture. Actuellement, l'Union européenne occupe la première place sur le podium des producteurs (138,143 millions de tonnes) devant la Chine (114,500 millions de tonnes) et l'Inde (80,680 millions de tonnes).

Alors que France Agrimer fait état d'une «concurrence toujours agressive», les analystes dressent leurs constats : «le blé russe est moins cher car il y a moins de charges...». De leurs côtés, les fermiers américains régissent à la concurrence en privilégiant d'autres cultures. Le dernier rapport de l'USDA montre que les Etats-Unis devraient semer moins de blé (-9%) et davantage de maïs (+3%) et de graines de soja (+1%) cette année en comparaison à l'an dernier.

La parité euro/dollar, qui freine les marchés pétroliers, a pour avantage de doper les exportations du blé européen au détriment de l'américain. Couplée à des problèmes logistiques, cette situation freine la baisse des cours sur le marché à terme Euronext. Le blé tendre cotait à Rouen 127 euros la tonne, tandis qu'à Chicago il valait 462 dollars (368 euros). A Chicago, en mai 2010, **le blé** finissait à 472 dollars la tonne, **le maïs** à 3,69 dollars le boisseau et **les graines de soja** à 9,38 dollars le boisseau.

A noter que **le cacao** se reprend après avoir été victime du renforcement du billet vert observé. Le déficit mondial de cacao devrait se creuser à 69.000 tonnes en 2009/2010, alors que la consommation devrait accélérer sa progression à 4%, selon l'Organisation internationale du cacao. Le marché du **sucre** a accentué son rebond, alors que la crise politique en Thaïlande, deuxième plus gros exportateur mondial derrière le Brésil, provoquait des inquiétudes sur l'offre. Sur le marché américain, la livre de sucre brut pour livraison reste relativement stable.

I.3 Conjoncture financière mondiale

Le marché interbancaire est le lieu où les banques empruntent ou prêtent de l'argent, principalement en dollars et en euros, afin de maintenir l'équilibre entre les crédits et les dépôts de leurs clients. C'est un aspect important puisqu'il assure le refinancement de l'économie et donne un signal sur la confiance que les acteurs se portent entre eux.

Le marché interbancaire s'est détendu cette semaine, signe que les banques se prêtent à nouveau plus facilement des fonds, après plusieurs jours de craintes liés à l'impact de la crise en zone Euro.

Le taux interbancaire de référence à échéance trois mois, offert à Londres et libellé en dollars, le Libor, a légèrement reculé à 0,5362%, contre 0,5384% jeudi, soit la première baisse depuis le 10 mai 2010.

Au sommet de la crise financière, où le marché interbancaire était totalement gelé, le Libor avait atteint 4,8187% le 10 octobre 2008.

Depuis le 10 mai 2010, le Libor n'avait cessé de grimper, témoignant de la frilosité des banques à se prêter des dollars, le marché y voyait le signe que les banques européennes avaient peut-être des difficultés à se faire confiance, alors que la crise de la dette en zone Euro faisait planer un risque sur leur situation financière.

Le marché interbancaire en dollars "n'est simplement plus une source de financement aussi importante pour les banques européennes qu'elle l'était avant la crise", selon Crédit Suisse. Autrement dit, les tensions observées ces derniers jours ne s'expliquent pas par un manque de confiance entre les banques mais plutôt par une absence de demande de leur part, signe qu'elles ont moins eu besoin de trouver des dollars sur le marché interbancaire.

I.4 L'économie de la sous-région

L'économie Djiboutienne est sensible aux variations de son environnement sous régional en particulier à l'évolution de l'économie éthiopienne. Entre 2003 et 2007, l'Éthiopie connaît un taux de croissance annuel de 10,7% en moyenne, selon le FMI, ce qui place le pays bien au-dessus des 5,8 % observés pour l'ensemble de l'Afrique subsaharienne. La croissance éthiopienne pourrait néanmoins tomber à 7,5% (la BAD prévoit une croissance de 9.7%) d'ici à fin 2010, tandis que la hausse du revenu par habitant, évaluée à environ 7% par an, reste contrebalancée par une très forte inflation.

L'économie du pays continue de reposer essentiellement sur la production agricole, soumise aux aléas climatiques. La principale ressource à l'exportation demeure le café. Outre son excellent café, l'Éthiopie exporte du thé, du khat, des épices et d'autres produits agricoles tels que fruits, légumes ou fleurs. L'horticulture est notamment en forte croissance: le secteur aurait rapporté, en 2007, plus de 86 millions de dollars – soit cinq fois plus qu'en 2006.

Depuis 2005 et les émeutes qui ont suivi les élections, les bailleurs de fonds – dont la Banque mondiale – ont réduit leur aide budgétaire directe. Les élections de mai 2010 ont certainement contribué à créer un climat attentiste qui a pesé sur les performances économiques du premier trimestre 2010 comme en témoigne la réduction de ses importations en provenance du Port de Djibouti.

II. Conjoncture nationale

D'une manière générale, la conjoncture nationale au 1^{er} trimestre de l'année 2010 reste à un niveau propice.

Des portées prometteuses ont été envisagées dans le secteur de **l'énergie électrique et de l'eau**, au niveau du nombre d'abonnés, ce dernier s'est accentué, au premier trimestre 2010, de 562 abonnés supplémentaires entre les 2 trimestres successifs et de 1 828 abonnés par rapport à l'année dernière à la même période. Dans le secteur **Eau**, sur un intervalle de trois mois, le nombre d'abonnés est passé de 18 984 à 19 250 abonnés soit 266 abonnés en ajout (+1,4%).

Etant le poumon de l'économie nationale, on retrouve un secteur du **transport maritime** à la baisse tant pour les marchandises à l'entrée qu'à la sortie. Ne maîtrisant plus tout un secteur de transbordement qui nous a échappé au profit du port international d'Aden, notre port affiche sur trois mois (-20,5% en entrée ; -30% à la sortie) et sur une année (+4,5% à l'entrée et -39% à la sortie).

Concernant le **transport routier**, on observe une croissance de l'activité de 14% trimestriellement et 15% en termes de glissement annuel.

Entre le 1^{er} trimestre 2010 et le 4^{ième} trimestre 2009, au niveau des autres bureaux, on enregistre une réduction de trafic puisque toute activité est cadrée au niveau du bureau PK20 (+35%).

Le transport aérien quant lui est marqué par d'importantes contre-performances à part l'activité du fret qui tient toujours.

Les Télécommunications : le début de l'année 2010 affiche une bonne performance pour Djibouti-Telecom :

- ✓ Le nombre de lignes téléphoniques connaît une progression de +7,6% sur 3 mois et de +19,6% en glissement annuel ;
- ✓ À la hausse le nombre d'abonnés Internet et les lignes téléphoniques soit 902 abonnés en plus, leur nombre étant passé de 9092 à 9994 abonnés soit 10% et 45% en glissement annuel, essentiellement marqué par le nombre d'abonnés à l'internet haut débit.

Entre le mois de février et mars 2010, **l'indice des prix à la consommation** s'élève respectivement à 140,6 et 141 soit une progression mensuelle de 0,3% et 3,4% sur une année.

La situation des finances publiques se traduit par une évolution plus importante de recettes que des dépenses. Le budget enregistre des recettes qui progressent de 109% sur un mois et de 7% sur une année et ceci grâce en grande partie aux recettes non fiscales. Les dépenses enregistrent un taux de croissance de 95,5% sur un mois à cause des investissements publics et extérieurs qui sont en hausse de 252%, alors que ses mêmes dépenses décroissent de 10% sur une année. Quant à la monnaie, elle continue d'être bien encadrée, ce qui explique une progression de la masse monétaire en deçà du taux d'inflation.

III. PRODUCTION INTERIEURE DES BIENS ET SERVICES

III. 1 : Secteur Secondaire

III.1.1 : La production de l'énergie électrique

L'année a été entamée avec une baisse de l'énergie produite et facturée de 20% et 27,2% par rapport au quatrième trimestre 2009. Ces diminutions se justifient par la période de saison fraîche qui est habituellement celle de plus faible consommation.

En termes de glissement annuel, on constate plutôt une augmentation d'énergie produite et facturée respectivement de 7,8% et 14%.

Le nombre d'abonnés s'est accentué, au premier trimestre 2010, de 562 abonnés supplémentaires entre les 2 trimestres successifs et de 1 828 abonnés sur un an, soit respectivement 1,4% et 4,6%.

Cette situation s'explique notamment par une abondance d'habitation de logement et par l'installation des nouvelles banques, des hôtels, des centres de santé et des écoles.

Tableau 2 : La production et consommation d'énergie électrique

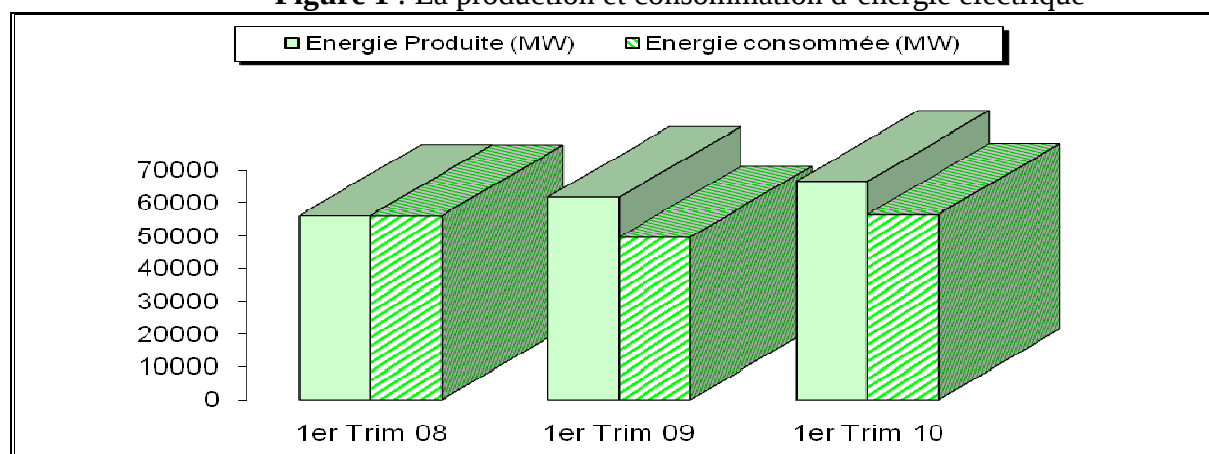
Intitulés	2009		2010	Variation en % 2009/2008	
	1 ^{er} trim.	4 ^{ième} trim.	1 ^{er} trim.	1 ^{er} trim2010/ 4 ^{ième} trim09	1 ^{er} trim10/ 1 ^{er} trim09
Energie produite (MWH)	61 754	83 267	66 611	-20%	+7,8%
Energie facturée (MWH)	49 630	77 780	56 598	-27,2%	+14%
Taux de rendement	80%	93%	85%	-8 pts	+5 pts
Prix Moyen KWH	64 FD	51 FD	66 FD	+29,4%	+3,1%
Nombre abonnés	39 490	40 756	41 318	+1,4%	+4,6%

Source: Electricité De Djibouti

Au début de l'année 2010, le taux de rendement a légèrement baissé de 8 points alors qu'en glissement annuel, il s'est toutefois renforcé de 5 points.

Au premier trimestre 2010, le prix moyen du KWH a marqué une hausse de 29,4% entre le 1^{er} trimestre 2010 et le 4^{ième} trimestre 2009, s'affichant dans le même sens en termes de glissement annuel de 3%.

Figure 1 : La production et consommation d'énergie électrique



III.1.2 Production d'eau

La condition de la production d'eau reste ardue dans un contexte de rareté de l'eau face à une demande croissante.

Au premier trimestre 2010, la production d'eau s'élève à 3,688 millions de m³, soit une légère diminution de 1,7% sur un trimestre.

Quant à la consommation facturée, elle s'est amoindrie de 38,1% sur trois mois et a haussé de 6,8% en glissement annuel. L'amélioration des conditions de distribution a permis de maîtriser davantage les pertes sur le réseau qui sont de l'ordre de 29%, contrairement au trimestre précédent où elles étaient de 32% et au premier trimestre de l'année 2009 de 49,8%.

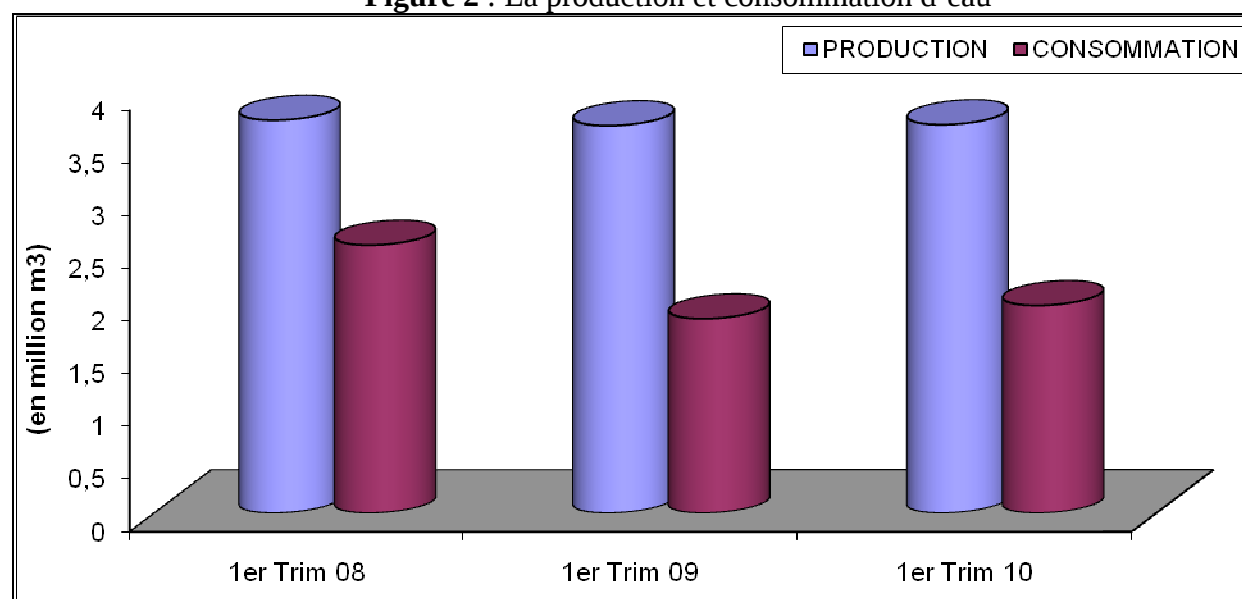
Sur un intervalle de trois mois, le nombre d'abonnés est passé de 18 984 à 19 250 abonnés soit 266 abonnés en ajout (+1,4%).

Tableau 3 : La production et consommation d'eau

Intitulés	2009		2010	Variation en % 2009/2008	
	1 ^{er} trim.	4 ^{ième} trim.	1 ^{er} trim.	1 ^{er} trim10/ 4 ^{ième} trim09	1 ^{er} trim10/1 ^{er} trim09
<u>Production</u>	3,678	3,753	3,688	-1,7%	0,27%
Djibouti-ville	3,187	3,269	3, 218	-1,5%	0,97%
Districts	0,491	0,484	0, 469	-3,1%	-4,48%
<u>Consommation</u>	1,845	3,184	1,971	-38,1%	+6,8%
Djibouti-ville	1,653	2,804	1,710	-39%	+3,4%
Districts	0,192	0,380	0, 261	-31,3%	+36%
<u>Perte sur le réseau</u>	49,8%	32%	29%	-9,3%	-41,7%
<u>Nombre d'abonnés</u>	20 388	18 984	19 250	+1,4%	-5,6%

Source : Direction de l'ONEAD, unité (en millions de m³)

Figure 2 : La production et consommation d'eau



III.2 Secteur Tertiaire

III.2.1 Transport Maritime

Tableau 4 : Le transport maritime des marchandises sèches et d'hydrocarbures

<u>Intitulés</u>	2008	2009		2010	Variation en % 2009/2008	
	1^{er} trim.	1^{er} trim.	4^e trim.	1^{er} trim.	1^{er} trim10/ 4^e trim09	1^{er} trim10/ 1^{er} trim09
<u>Marchandises sèches (entrée)</u>	1 370 429	1 377 041	1 809 475	1 438 467	-20,50%	+4,46%
Djibouti	133 807	192 852	163 573	143 067	-12,54%	-25,82%
Ethiopie	1 131 718	1 153 007	1 489 916	1 288 079	-13,55%	+11,71%
Somalie	580	13 332	1 319	2 116	+60,42%	-84,13%
Transbordement	104 326	17 850	154 667	5 205	-96,63%	-70,84%
<u>Marchandises sèches (sortie)</u>	353 576	384 165	335 105	234 725	-29,95%	-38,90%
Djibouti	53 515	70 207	83 828	62 349	-25,62%	-11,19%
Ethiopie	189 061	193 418	147 260	153 649	+4,34%	-20,56%
Somalie	0	0	0	87	+100%	+100%
Transbordement	110 999	120 540	104 017	18 640	-82,08%	-84,54%
<u>Hydrocarb (entrée)</u>	573 379	610 733	657 228	628 978	-4,30%	+2,99%
Djibouti	126 158	232 328	310 998	197 669	-36,44%	-14,92%
Ethiopie	447 221	378 405	346 230	431 309	+24,57%	+13,98%

Source : PAID, DCT

Le volume d'importations en marchandises sèches s'élève à 1 438 467 tonnes au premier trimestre 2010, soit une baisse de 20,5% sur trois mois et une hausse 4,46% en glissement annuel. Les importations destinées au marché djiboutien atteignent 143 067 tonnes pour ce 1^{er} trimestre 2010 avec une baisse de 25,8% sur un an et de 12,5% sur trois mois. Quant à celles prévues pour le marché éthiopien, elles s'établissent à 1 288 079 tonnes et enregistrent ainsi un taux positif de 11,71% par rapport à l'année précédente mais marque le pas sur trois mois avec une décroissance de 13,55%.

Les transbordements se sont contractés de 84,54% sur une année et de 82,08% sur un trimestre. Des contre-performances inquiétantes qui contrastent avec celles enregistrées par le port d'Aden dans ce domaine.

Les exportations en marchandises sèches se situent à 234 725 tonnes au premier trimestre 2010 et enregistrent consécutivement des baisses de 30% sur un trimestre et de 38,90% sur un an. Les exportations éthiopiennes accusent le coup avec une baisse de 20% sur une année.

Les importations d'hydrocarbures atteignent 628 978 tonnes au 1^{er} trimestre, soit une baisse de 4,3% sur trois mois et un accroissement de 3% sur un an. Les importations d'hydrocarbures Djiboutiennes représentent près de 31,4% et alignent une baisse de 15% sur une année. C'est la preuve que la transition entre les départs des deux géants pétrolier (Shell

et Mobil) et l'arrivée de Oilybia ne s'est pas bien opérée. Les importations éthiopiennes ont enregistré un taux positif de 14%.

Figure 3: **Import des marchandises sèches**

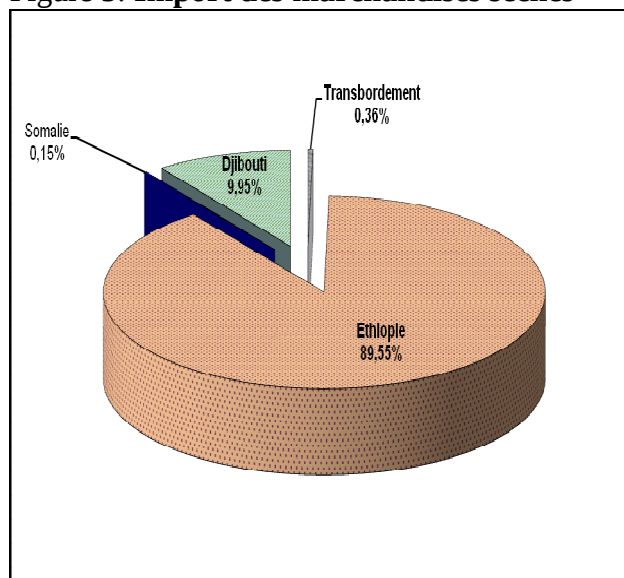
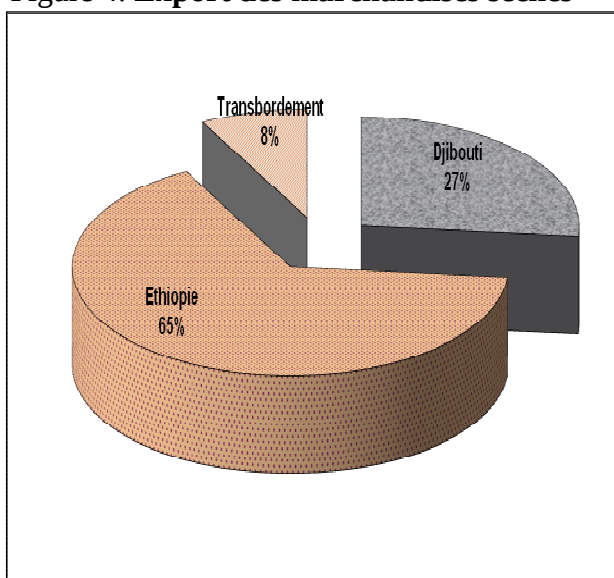


Figure 4: **Export des marchandises sèches**



III.2.2 Transport Aérien

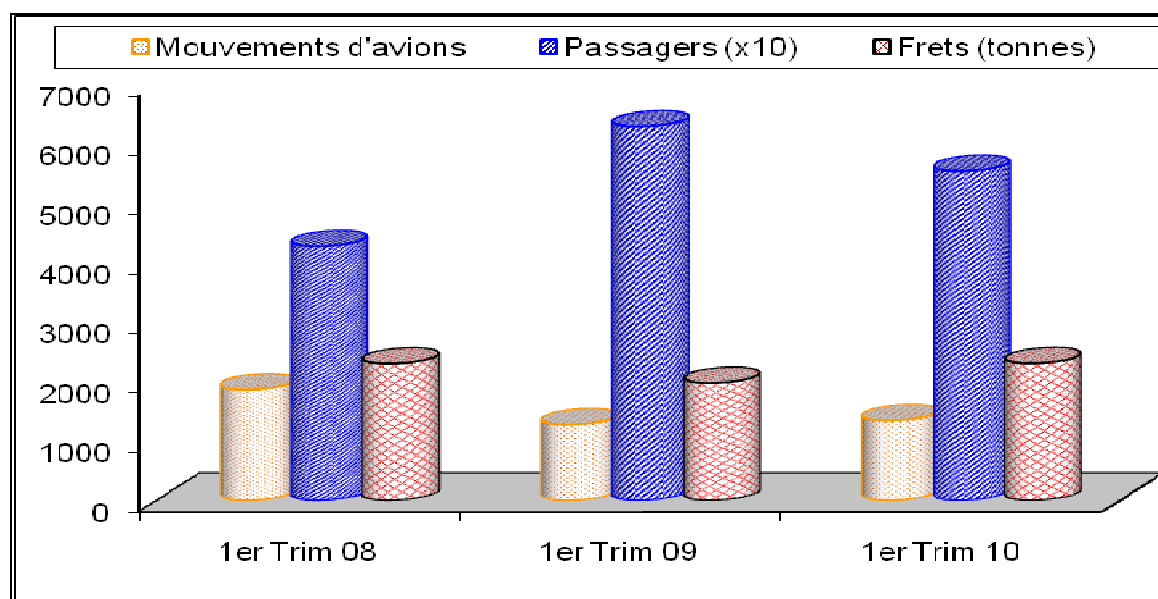
Le transport aérien a connu une chute concernant les fonctions « mouvements d'avions » et « passagers » durant le 1^{er} trimestre 2010 par rapport au dernier trimestre de l'année 2009. Ces derniers ont diminué respectivement de 8,5% et 8,6% sur la période.

Tableau 5 : Le trafic aérien de l'Aéroport International de Djibouti

Intitulés	2009		2010	Variation en %	
	1 ^{er} trim.	4ièm trim.	1 ^{er} trim.	1 ^{er} trim.10 / 4ièm trim09	1 ^{er} trim.10 / 1 ^{er} trim.09
Mouvements avions (nombre)	1 276	1472	1346	-8,5%	+5,5%
Passagers (nombre)	62 858	60 593	55 376	-8,6%	-11,9%
Fret (en Tonnes)	1 973,9	1 474,9	2304,7	+56,2%	+16,7%

En terme de glissement annuel, le transport aérien a été soutenu par une amélioration de ses activités puisque les fonctions « mouvements d'avions » et « frets » ont été renforcés hormis le nombre de passagers qui s'amointri tantôt trimestriellement et annuellement.

Figure 5 : Evolution du transport aérien



III.2.3 Transport Routier

Le transport routier a progressé de 14,5% sur un trimestre et de 15,2% sur une base annuelle. Cependant au niveau des bureaux BTE, TSL et PK51 (on note des baisses respectives de -24%, -36% et -0,21%) dans la mesure où la majorité des trafics sont détournés vers le PK20 (+35%).

En termes de glissement annuel, on observe la même tendance.

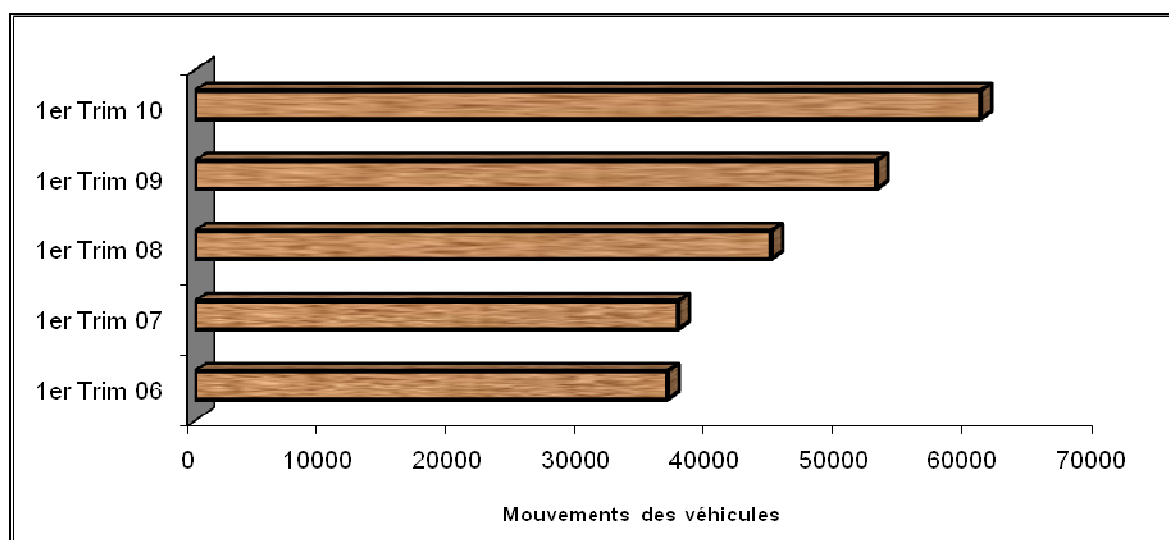
Ce sont toujours les performances de l'économie éthiopienne qui se répercutent sur les services de transport en général et le routier en particulier.

Tableau 6 : Les mouvements de camions (en nombre de mouvements de camions)

Intitulés	2009		2010	Variation en % 2010/2008	
	1 ^{er} trim.	4 ^{ième} trim.	1 ^{er} trim.	1 ^{er} trim.10 / 4 ^{ième} trim09	1 ^{er} trim.10/ 1 ^{er} trim.09
BTE (bureau de transit éthiopien)	14 138	14 502	11 011	-24%	-22%
T.SL (transit Somalilandais)	392	328	210	-36%	-46,2%
PK 51	6 769	6183	6 170	-0,21%	-8,8%
PK 20	31 454	32 097	43 400	+35%	+38%
Total	52 753	53 110	60 791	14,5%	15,2%

Source : Fonds d'Entretien Routier (FER),

Figure 6 : Evolution du transport routier



III.2.4 Les Télécommunications

Le secteur des télécommunications s'amorce positivement pour un début d'année pour Djibouti-Telecom.

En effet, trimestriellement, le nombre de lignes téléphoniques est passé de 148 202 à 159 536, soit un accroissement de 11 334 lignes téléphoniques montrant ainsi une progression trimestrielle et annuelle notable de 7,6% et 19,6% notamment due au nombre de téléphone fixe, cabines téléphoniques privées et GSM qui sont accrus respectivement de 3,5% ; 3,1% et 8,3%.

En général, entre les deux trimestres, le nombre d'abonnés à l'internet a fortement augmenté de 902 abonnés passant de 9 092 à 9 994 abonnés soit 10% et 45% en glissement trimestriel et annuel, essentiellement marqué par le nombre d'abonnés à l'internet haut débit.

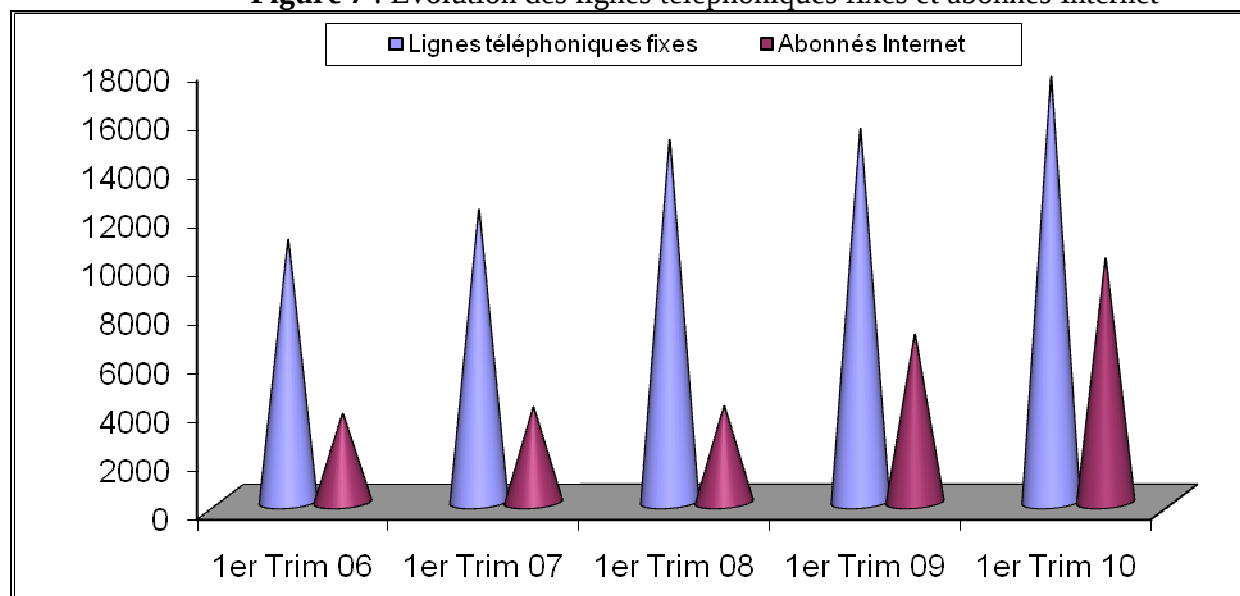
Ce dernier a fortement progressé au profit du bas débit. Ceci est essentiellement dû aux différentes améliorations et promotions en faveur de la clientèle.

Tableau 7 : Le secteur des télécommunications

	2009		2010	Variation en %	
	1 ^{er} trim.	4 ^{ième} trim.	1 ^{er} trim.	1 ^{er} trim.10 / 4 ^{ième} trim09	1 ^{er} trim.10/ 1 ^{er} trim.09
Services	133 358	148 202	159 536	+7,6%	+19,6%
Lignes tél fixes	15 305	16 842	17 435	+3,5%	+13,9%
Tél fixe rural	40	10	12	+20%	-70%
Cabine Tél privée	2200	2575	2656	3,1%	+20,7%
Abonnés GSM	115 813	128 776	139 433	+8,3%	+20,4%
Nbre. total d'abonnés Internet	6875	9092	9 994	+10%	+45,4%
Abonnés Internet Bas débit	3819	3807	3813	+0,1%	-0,1%
Abonnés Internet haut débit	3056	5285	6181	+17%	+102%

Source : Djibouti Télécom

Figure 7 : Evolution des lignes téléphoniques fixes et abonnés Internet

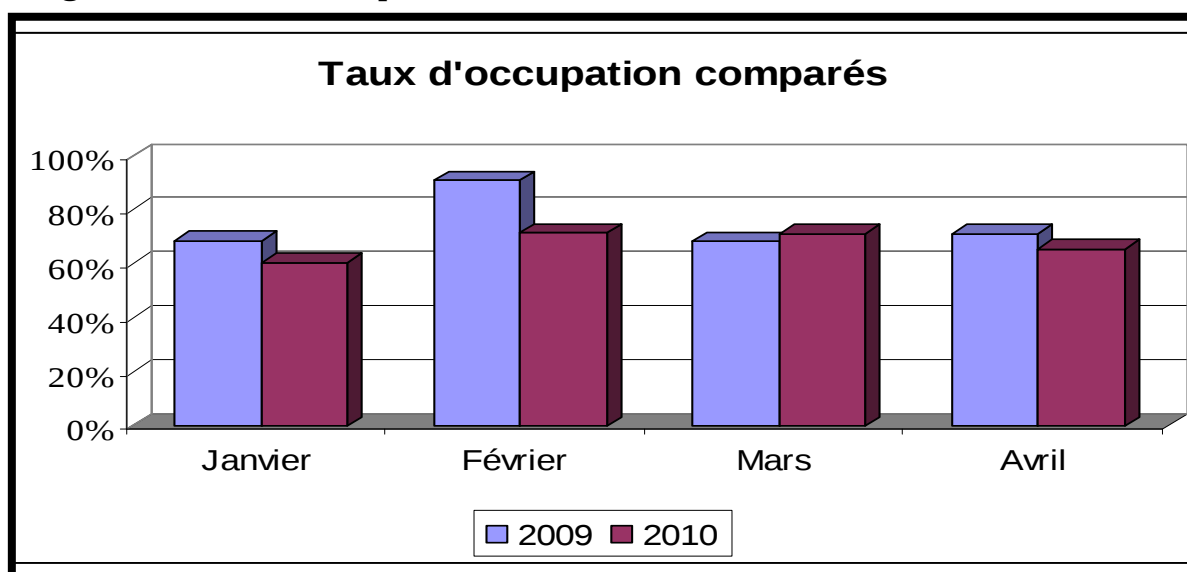


III.2.5 Tourisme

Dans une conjoncture internationale toujours difficile et un contexte national rendu compliqué par la forte baisse des vols de la compagnie Daallo Airlines, les arrivées touristiques ont accusé une baisse de près de 11% au premier trimestre 2010 par rapport à la même période de l'année précédente.

Les taux d'occupation des principaux hôtels de la capitale ont également été affectés et enregistrent au premier trimestre 2010 une baisse de 9,8%.

Figure 8 : Taux d'occupation des hôtels



III. Prix

III.3.1 Indice des prix à la consommation

Le niveau général des prix a progressé de +0,3% au cours du mois de mars par rapport au mois précédent.

Au cours du mois de mars 2010, le niveau des prix de tous les autres types de consommations a connu une baisse ou est resté inchangé par rapport au mois de février 2010 à l'exception, des « produits alimentaires, boissons et tabac » (+0,7%) de « l'enseignement » (+1,4%) et les « Ameublements, équipements ménagers et entretien courant maison » (+1%). En termes de glissement annuel, les prix de ces types de consommation ont enregistré des hausses respectivement de +2,8%, +3,4% et +2,8%.

La hausse du niveau des prix du type de consommations "Produits alimentaires, boissons et tabac " s'explique par l'augmentation des prix des viandes, farines, poissons et des légumes secs.

Tableau 9 : Evolution de l'indice des prix à la consommation

Intitulés	2009	2010			Variation en %	
	Mars	Janv.	Fév.	Mars	Mars 2010/ Fév.2010	Mars2010/ Mars 2009
01 Produits alim, boissons et tabac	150,4	153,2	153,6	154,6	+0,7%	+2,8%
011 Alimentaires	162,9	163,8	164,4	164,8	+0,2%	+1,1%
012 Boissons	99,7	99,6	99,8	99,1	-0,7%	-0,6%
013 Tabac	122,4	130,1	130,2	132,9	+2,1%	+8,6%
02 Articles habillement et chaussants	96,7	101,6	101,6	101,1	-0,5%	+4,6%
03 Logt, eau, élect., gaz et autres	134,7	140,7	140,7	140,0	-0,5%	+3,9%
04 Ameubl., équ. Ménager, entret.	104,7	106,5	106,5	107,6	+1,0%	+2,8%
05 Santé	106,9	110,3	110,3	110,3	0,0%	+3,2%
06 Transports	126,6	137,2	137,2	136,7	-0,3%	+8,0%
07 Loisirs, Spectacles et culture	100,9	96,9	96,9	96,6	-0,4%	-4,3%
08 Enseignement	90,9	92,8	92,8	94,0	+1,4%	+3,4%
09 Hôtels, cafés, restaurants	116,2	120,7	120,7	120,7	0,0%	+3,9%
10 Autres biens et services	122,4	122,8	124,4	123,0	-1,1%	+0,5%
Indice général	136,3	140,3	140,6	141,0	+0,3%	+3,4%

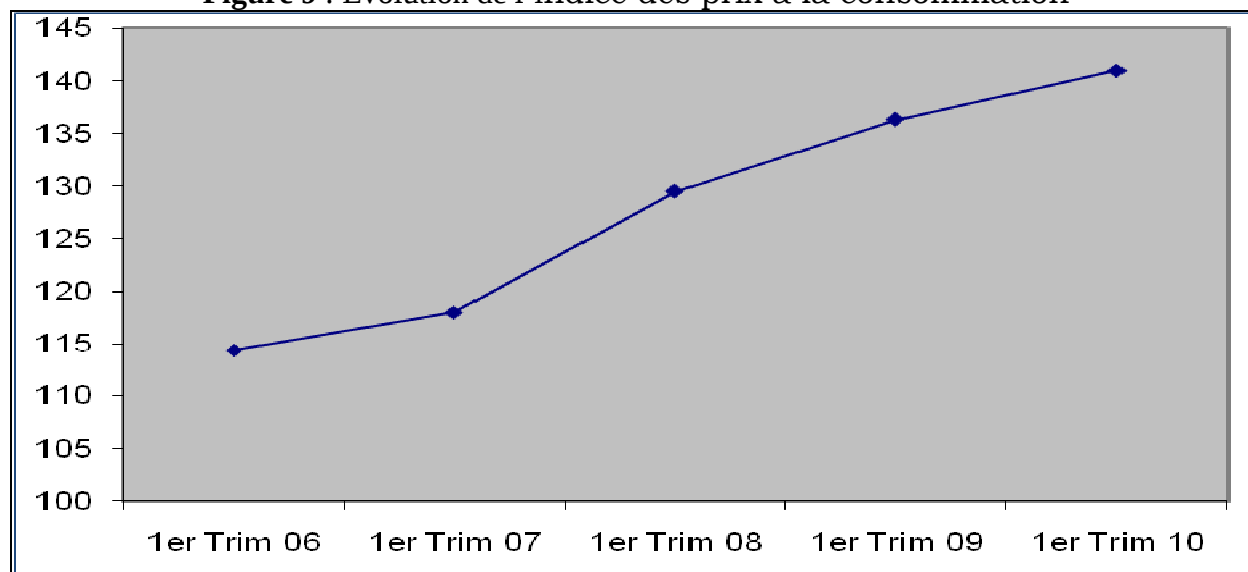
En ce qui concerne les autres postes de la fonction, on note une hausse de +2,1% du prix des tabacs qui comprend les autres excitants (Khat) en liaison avec la lutte contre la contrebande du produit. Les prix des tabacs ont le plus influencé l'évolution du niveau général des prix, par contre, les prix des boissons ont marqué un repli de - 0,7% en mars.

Concernant le type de consommation " **Logement, eau, gaz, autres combustibles** ", le recul a été de -0,5% en liaison avec la baisse des combustibles liquides (-3,7%) (Kérosène).

Le repli du prix des carburants à la pompe (-1,3%) a eu pour conséquence, une baisse des prix des **transports** de -0,3%. Comparé à leur niveau de mars 2009, les prix de la fonction « transport » ont augmenté de 8%.

Quant aux types de consommation " loisir, spectacles et cultures " et " les autres biens et services ", leurs prix ont enregistré des baisses mensuelles respectivement de -0,4% et -1,1%. L'indice de la fonction " Articles d'habillement et chaussures", a enregistré une baisse de 0,5% au cours du mois. En glissement annuel, les prix de la fonction enregistrent une hausse de 3,9%.

Figure 9 : Evolution de l'indice des prix à la consommation



IV CREATION D'ACTIVITES

Entre le premier trimestre 2010 et le quatrième trimestre 2009, la création nette d'activités dans le secteur privé, enregistrée par la Direction des impôts, note une hausse de 297%. Cette augmentation est consécutive à une hausse du nombre de demandes de patentes de la part du secteur privé.

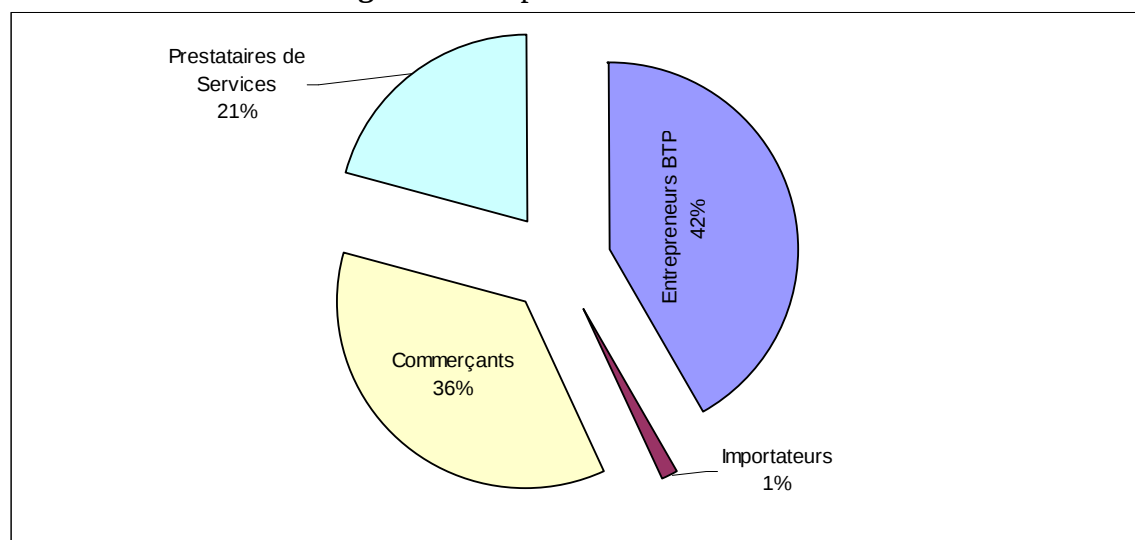
Entre les deux trimestres consécutifs, la hausse du nombre de créations nettes d'activités est notamment due à un accroissement significatif du nombre d'entrepreneurs BTP et commerçants dont la création nette au premier trimestre est respectivement de 58 et de 50 soit une croissance de 61% et 85% entre ces deux périodes.

En termes de glissement annuel, la situation est plutôt la même dans la mesure où l'on observe une hausse de la création nette d'activités de 80,5% dans tous les secteurs.

Tableau 10 : La création d'activité

Secteurs	2009		2010	Variation en % 2009/2008	
	1 ^{er} trim.	4 ^{ième} trim.	1 ^{er} trim.	1 ^{er} trim10/ 4 ^{ième} trim09	1 ^{er} trim10/ 1 ^{er} trim09
Entrepreneurs BTP	48	36	58	+ 61%	+20,8%
Importateurs	-4	-12	2	+116%	+150%
Commerçants	12	27	50	+85%	+316,6%
Prestataires de Services	21	-16	29	+281%	+38%
Total	77	35	139	+297%	+80,5%

Source : Direction des Impôts

Figure 10 : Répartition de la création d'activité

V. LES FINANCES PUBLIQUES

V.1 Tableau des opérations Financières de l'Etat

Les recettes et dons atteignent 17,747 milliards FD au mois de Mars 2010, soit +6,85% en glissement annuel et +109,65% par rapport au mois de Février 2010. Ce résultat est la conséquence du comportement des recettes budgétaires qui enregistrent une hausse en termes de glissement annuel (+25,2%) et +111,9% sur un mois. Il est observé une progression dans les recettes non fiscales de 30% de même que des recettes fiscales encourageantes, impôts directs (+33,66%) impôts indirects (28,51%). Les Dons officiels se contractent à hauteur de 56% sur un an mais reviennent à la hausse sur un mois (+90%).

Tableau 11 : Les opérations Financières de l'Etat (en millions de FD)

Intitulés	2009			2010			Variation en %	
	Jan	Fév.	Mars	Janv.	Fév.	Mars	Mars10/Fév10	Mars10/Mars09
(1) Recettes et Dons	5103	8 667	16 610	3 575	8 465	17 747	+109,65%	+6,85%
a) Recettes budgétaires	3024	5 544	12 859	3 291	7 598	16 100	+111,9%	+25,20%
- impôts directs	1 086	1 863	3 559	966	3 289	4 757	+44,63%	+33,66%
- impôts indirects	1 144	2 249	3 420	1 808	2 850	4 395	54,21%	+28,51%
- Recettes non fiscales	574	1 049	3 347	171	960	4 350	+353,12%	+29,97%
b) Dons officiels	2079	3 123	3 751	284	867	1 647	+89,97%	-56,09%
- dons projets	1801	2 745	3 273	214	720	1 437	+99,58%	-56,10%
(2) Dépenses totales	5 268	11 012	18 393	4 628	8 462	16 544	+95,51%	-10,05%
a) Dépenses courantes	3 224	6 874	10 132	3 972	7 124	11 834	+66,11%	+16,80%
- Salaires	2210	3 999	6 026	2 478	4 032	6 023	+49,38%	-0,05%
- Intérêts	86	134	202	0	146	219	+50%	+8,42%
b) Sociales sur financement ext.)	100	200	300	69	142	210	+47,89%	-30%
c) Investissements	2044	4 138	8 261	656	1 338	4 710	+252,02%	-42,98%
- Budgétaire	41	315	2 469	39	121	2 034	+1580,99%	-17,62%
- Extérieur	2003	3 823	5 792	617	1 217	2 676	+119,88%	-53,80%
Solde base ordt (1)-(2)	-165	-2345	-1 784	-1053	3	1203	+40000%	+167,43%
(1,a) – (2,a)	-200	-3330	2 727	-681	474	4266	+800%	+56,44%

Source : Trésor National et Direction du Budget

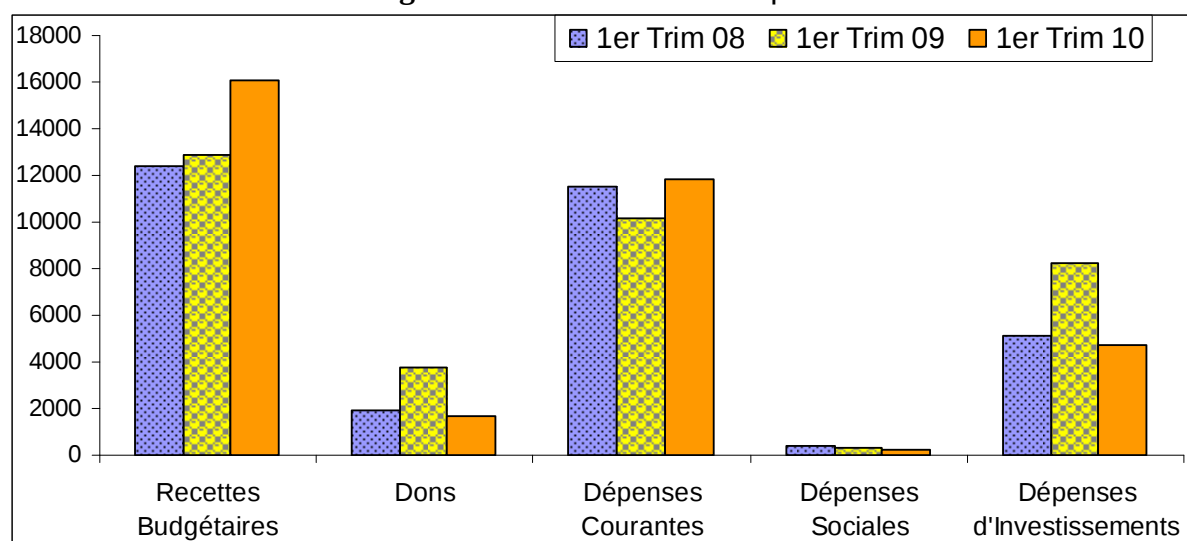
Les dépenses de l'Etat ont baissé de 10,05% sur un an mais enregistrent une forte hausse de 95,5% sur un mois. Ces résultats sont surtout imputables au volume important des tirages des investissements publics par rapport à Février 2010, avec cependant une diminution par rapport à Mars 2009.

Les dépenses courantes progressent de 16,8% comparées à la même période un an plutôt. Par rapport au mois précédent, la forte progression des dépenses courantes résulte surtout de celle des salaires avec +49,4%. Les dépenses sociales ont repris de la vigueur par rapport au mois précédent alors qu'elles avaient fortement reculé il y a un an.

Les dépenses d'investissements ont également cru sur un mois avec +252% et ceci malgré la baisse constatée sur la période d'un an de 42,9%.

Le solde, base ordonnancement, connaît un excédent de 1,203 milliards FD soit une progression de +167,43% en termes de glissement annuel. Les recettes budgétaires couvrent largement les dépenses courantes à hauteur de 56,44% en termes de glissement annuel et assurent une bonne couverture (800%) sur un mois.

Figure 11 : les recettes et dépenses de l'Etat



V.2 Le Service de la Dette Extérieure

Tableau 12 : Evolution de l'encours de la dette (en millions de Francs Djibouti)

	Nov. 09	Déc. 09	Jan 10	Fév. 10	Mars 10	Var Mars10 /Fev10
Service de la dette mandaté (échéances courantes)	1 679	2 003	132	301	374	+24,25%
-Principal	1 099	1 338	80	200	200	0%
-Intérêts	580	665	52	101	174	+72,28%
Paielements	1 319	1 594	130	301	318	+5,65%
-Principal	804	999	80	200	200	0%
-Intérêts	515	595	50	101	118	+16,83%
Stock d'arriérés extérieurs	733	782	730	51	56	+9,80%
-Principal	634	678	103	51	0	-100%
-Intérêts	99	104	627	0	56	+100%

Source : Direction du financement Extérieur

Le suivi du mandatement

Du 1^{er} au 31 Mars 2010, la Direction du financement Extérieur a mandaté un montant cumulé de **374 millions FD** (dont **200 millions FD** en principal et **174 millions FD** en intérêts) correspondant aux échéances de l'IDA, du KFAED, de la BAD, de l'OPEP et du FADES.

Les paiements

A fin Mars, l'Etat a procédé au règlement de l'intégralité des échéances dues auprès de l'IDA, de la BAD et du FADES et une partie des échéances de l'OPEP pour un montant total de **318 millions FD**, représentant 85%.

Les échéances du 01 mars 2010 auprès du KFAED et l'échéance du 15 mars 2010 auprès de l'OPEP restent non réglées à la date du 31 mars 2010 mais feront l'objet de paiement sous peu, soit avant la fin du délai de régularisation (fixé à un mois à compter de la date d'exigibilité). Ainsi, les échéances susmentionnées ne seront considérées comme arriérés qu'au terme de ce délai de régularisation. D'où le respect du critère de réalisation continu de non accumulation d'arriérés de paiement de la dette extérieure.

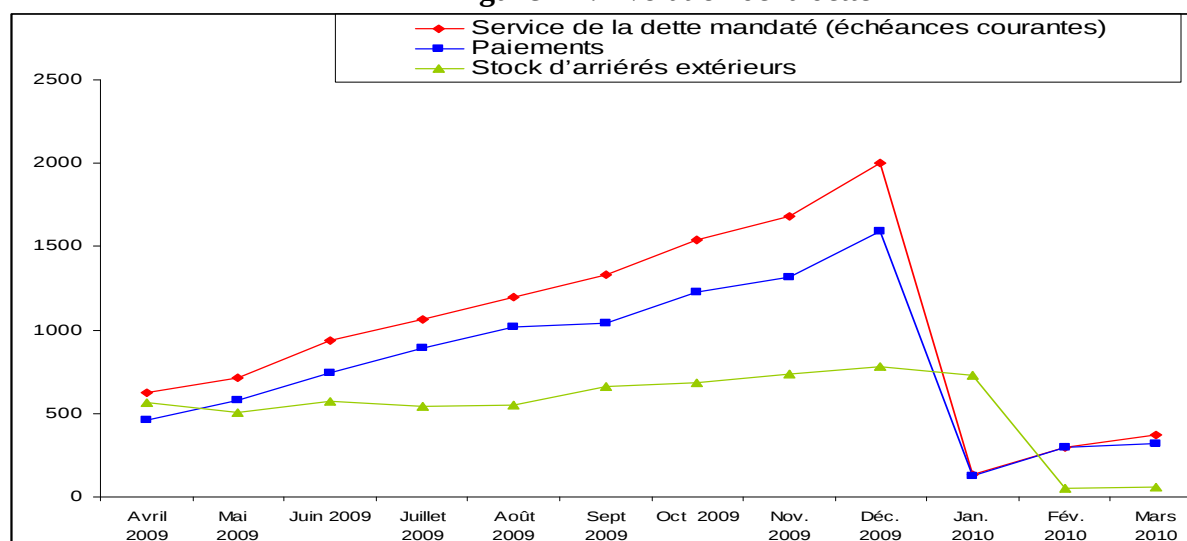
Il faut noter à ce niveau que lors du paiement de l'échéance du 01/01/2010 de la BAD, un excédent de paiement s'est dégagé suite à la dépréciation de l'euro face au dollar. L'échéance du 01/03/2010 a donc été imputée de cet excédent, ce qui explique qu'elle n'ait pas fait l'objet d'un mandatement.

Au titre des échéances en arriérés de l'année dernière, les échéances auprès du FIDA, de l'IRAN et de la BEI ont été réglées pour un montant de **39 millions FD**.

Les arriérés

Le stock total d'arriérés extérieurs enregistré à fin mars 2010 se compose d'échéances courantes auprès de l'OPEP et du KFAED d'un montant total de **56 millions FD**.

Figure 12 : Evolution de la dette



V.3 Investissements publics

Tableau 13 : Les décaissements au titre des investissements publics (en millions de FD)

Secteurs	2009			2010			Variation en %	
	Fév.	Mars	Avril	Fév.	Mars	Avril	Avril10/Mars10	Avril10/Avril09
Agriculture, élevage et pêche	32	111	129	39	0	1	+100%	-99,22%
Eau, énergie, Environnement	93	36	0	133	699	313	-55,22%	+100%
Infrastructures et Equipements	754	937	297	0	1000	21	-97,9%	-92,92%
Urbanisme, Logt et Assaini.	260	357	64	0	368	323	-12,23%	404,69%
Affaires sociales (pauvreté)	266	63	89	0	3	0	-100%	-100%
Education	219	93	185	521	134	49	-63,43%	-73,51%
Santé	154	350	124	31	11	163	1381,82%	+31,45%
Appui Gestion Economie.	42	22	21	4	0	0	0%	-100%
TOTAL	1 820	1 969	909	728	2215	870	-60,72%	-4,29%

Source : Direction Financement extérieur (PIP),

Dans le cadre du programme d'investissement public du mois d'Avril 2010, les tirages effectués par les projets en vigueur sont de l'ordre de 870 Millions FD. Une décroissance de l'ordre de 61% par rapport au mois de Mars 2010 due à une baisse conséquente sur le secteur Routes & Equipements Publics.

Secteur Eau/ Energie

Pour ce secteur, le projet d'interconnexion électrique avec l'Ethiopie, le projet Eau / Energie et le Projet d'Assainissement de la ville de Djibouti sont les seuls projets qui ont décaissé. Le Projet d'interconnexion électrique vient d'effectuer plusieurs demandes de paiement direct sur le prêt et le don. La totalité des paiements effectués sur le secteur Eau/Energie est égal à 313 Millions FD.

Le projet d'interconnexion a pour objectif d'accroître l'accès à l'énergie électrique à Djibouti et en Ethiopie par le biais d'accord d'échange d'énergie entre les deux pays et de conduire à une réduction du coût actuel de l'énergie à Djibouti.

Secteur Routes/ Equipements Publics

Concernant ce secteur, on souligne une baisse conséquente de l'ordre de 979 millions FD par rapport au mois précédent. Cette baisse de tirages est le résultat des non décaissements effectués sur le Projet Tadjourah / Obock financé par le Fonds Koweïtien.

L'Objectif du Projet Tadjourah/Obock est de contribuer aux développements sociaux économiques des régions situées au Nord du pays en améliorant leurs moyens de communication avec la capitale et les autres régions administrées en vue de réaliser la complémentarité régionale, d'encourager les activités économiques et d'assurer les services sociaux.

Le secteur Routes/Equipements publics vient d'enregistrer une décroissance de l'ordre de 93% par rapport au mois d'avril 2009.

Urbanisme et Logements

Pour ce secteur, le Projet d'assainissement de Quartier 4 vient d'enregistrer un décaissement de l'ordre de 72 Millions FD, concernant la convention signée entre l'union Européenne et Djibouti dans le cadre de la réhabilitation du réseau d'assainissement du quartier 4 de Djibouti ville et des systèmes d'approvisionnement en eau de villages ruraux. Quant aux autres projets qui ont décaissé, il s'agit effectivement du Projet du Fonds de développement et

du projet de construction de l'Assemblée Nationale, pour respectivement 90 Millions FDJ et 161 Millions FDJ.

Secteur Education

Quant à ce secteur, les projets enregistrent une baisse du régime de décaissement par rapport au mois de Mars 2010. Comparé aux autres secteurs, l'éducation a un taux d'absorption moyen. Ceci s'explique par les décaissements effectués par les différents projets en exercice au Bureau des Projets d'éducation. Quant aux décaissements ils sont effectivement de l'ordre 49 Millions FD.

Secteur Santé

S'agissant du secteur de la santé, il enregistre une croissance de l'ordre de 152 millions FD et 1381% en termes de pourcentage par rapport au mois précédent. Les projets qui ont entamé les procédures de mobilisation de fonds sont ceux de la BAD, de la BID, de l'OPEP et de l'IDA.

Le Projet de Renforcement des services de Santé (BAD)

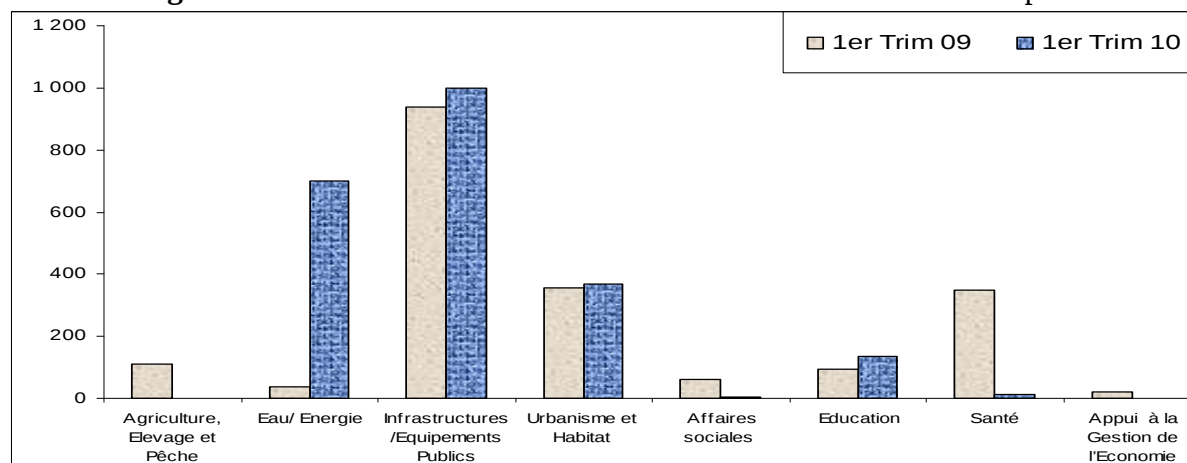
Le projet comprend les composantes suivantes : (i) promotion de la santé de la mère et de l'enfant (extension, équipement, dotation en médicaments essentiels de la maternité Dar El Hanan, appui aux programmes de prise en charge intégrée des maladies de l'enfant) ; (ii) renforcement de la surveillance épidémiologique et du contrôle des maladies transmissibles (renforcement des capacités du MSP à assurer une meilleure coordination des activités de surveillance, de contrôle et d'alerte précoce des maladies transmissibles) ; (iii) appui à la réforme de la santé (renforcement institutionnel des directions nouvellement créées, études sur les mutuelles de santé et de la médecine scolaire) ; (iv) gestion du projet (renforcement de l'UGP et dotation en moyens financiers).

Le Projet de Renforcement des infrastructures de l'Hôpital Général Peltier (BID II)

Les objectifs de ce projet font partie intégrante de la première phase du Programme National de Développement Sanitaire (PNDS 2002-06) :

L'extension de la couverture des services de santé de base à Djibouti, l'amélioration des infrastructures de l'Hôpital Général Peltier (construction et équipement d'un bâtiment de spécialité ORL-stomato-ophtalmologie d'une capacité minimale de 40 lits, réhabilitation du bâtiment existant et construction d'un nouveau pavillon de psychiatrie d'une capacité de 60 lits), le renforcement de l'unité de gestion des projets de la santé.

Figure 13 : Evolution des décaissements au titre des investissements publics



V. 4 LE COMMERCE EXTERIEUR

Produits importés (en millions de FD)	2009		2010	Variation en %	
	1 ^{er} trim. 09	4 ^{ème} trim. 09	1 ^{er} trim. 10	4 ^{ème} Trim. 09/1 ^{er} Trim10	1erTrim09/1 ^{er} Trim10
ALIMENTATION et BOISSONS	5 870	9 708	4 471	-53,95%	-23,83%
TABACS BRUTS et MANUFACTURES	198	179	44	-75,42%	-77,78%
KATH	990	990	720	-27,27%	-27,27%
MINERAUX non COMBUSTIBLES	699	871	685	-21,35%	-2%
HYDROCARBURES et DERIVES	6 870	8 895	6795	-23,61%	-1,09%
PRODUITS CHIMIQUES	980	1 124	733	-34,79%	-25,20%
PLASTIQUES et DERIVES	300	450	293	-34,89%	-2,33%
PAPIERS, LIVRES, JOURNAUX	310	419	253	-39,62%	-18,39%
TEXTILES et CHAUSSURES	589	978	368	-62,37%	-37,52%
OUVRAGES en PIERRE, CIMENT, CERAMIQUE, VERRE	245	412	447	8,50%	82,45%
BOIS et OUVRAGES en BOIS (sauf MEUBLES)	310	390	290	-25,64%	-6,45%
METAUX et PRODUITS des METAUX	200	813	328	-59,66%	64
MOBILIER (en BOIS ou AUTRE)	21	219	27	-87,67%	28,57%
MACHINES DIVERSES et APPAREILS ELECTRIQUES	290	2 544	323	-87,30%	11,38%
VEHICULES et MATERIELS de TRANSPORT	280	1 679	1515	-9,77%	441,07%
AUTRES MARCHANDISES DIVERSES	910	722	152	-78,94%	-83,30%
TRANSACTIONS SPECIALES	79	673	181	-73,10%	129,11%
TOTAL DES IMPORTATIONS	19 156	30 766	17 702	-42,46%	-7,59%

Source : DISED

Les importations du pays en valeur au 1^{er} trimestre 2010 enregistrent des baisses de 7,59% sur une année et de 42,5% sur trois mois. Ces mêmes importations affichent un accroissement de 8,8% sur un an en volume de marchandise. Parmi les produits qui ont fortement baissé dans ce premier trimestre, on relève les « tabac brut et manufactures » avec 77,8% sur glissement, « textiles et chaussures » 37,5% ; papiers livres et journaux 18%.

V.5 LA MONNAIE ET LE CREDIT

La masse monétaire a progressé de 11,21% en Mars 2010 par rapport au mois de Mars de l'année précédente en s'établissant à 171 015 milliards FD mais accuse le coup sur un mois (-0,24%). Les avoirs extérieurs nets s'établissent à 133 932 milliards FD en mars 2010. Avec un glissement annuel de 8,61% et une progression mensuelle de 0,74%, ils participent à l'évolution de la masse monétaire.

Tableau 14 : La masse monétaire et ses contreparties (unité en millions de FD)

Intitulés	2009			2010		Variation en %	
	Fév.	Mars	Avril	Fév.	Mars	Mars10 /Fév10	Mars10/ Mars09
Avoirs extérieurs nets	117 199	123 320	125 090	132 942	133 932	+0,74%	+8,61%
Autorités monétaires	29 848	29 626	29 601	36 462	36 234	-0,63%	+22,30%
Banques commerciales	87 351	93 694	95 489	96 480	97 698	+1,26%	+4,27%
Crédits intérieurs	56 678	55 814	57 070	67 479	65 017	-3,65%	+16,49%
Créances sur Etat	10 020	8 210	9 159	7 522	5 123	-31,89%	-37,60%
Crédits à l'économie	46 658	47 604	47 911	59 957	59 894	-0,11%	25,81%
Autres postes nets	-27 324	-25 353	-25 804	-28 998	-27 934	+3,67%	+10,18%
Masse monétaire	146 553	153 781	156 357	171 423	171 015	-0,24%	+11,21%
Monnaie Fiduciaire	17 333	17 974	18 838	19 273	19 487	+1,11%	+8,42%
Total Dépôts en FD	45 087	70 967	71 564	82 714	84 432	+2,08%	+18,97%
Dépôts à vue en FD	17 333	43 114	41 728	55 381	57 271	+3,41%	+32,84%
Autres dépôts	27 754	27 853	29 839	27 333	27 121	-0,78%	-2,63%
Dépôts en devises	60 928	64 841	65 952	69 433	67 096	-3,37%	+3,48%

Source : Banque Centrale de Djibouti,

Il est surtout observé une poussée des crédits intérieurs de 16,5% en une année, mais ils enregistrent une contraction de 3,65% sur un mois. Le crédit alloué à l'Etat baisse de 37,6% sur une année et 31,8% sur un mois, celui octroyé à l'économie augmente de 25,8% en glissement annuel.

Le mois de Mars négocie bien en termes d'épargne, les dépôts en franc Djiboutien sont en hausse exceptée les dépôts à terme qui subissent une légère diminution par rapport au mois de février. Même constat pour les dépôts en devises qui ont évolué à 3,5% sur un an mais baisse de 3,37% par rapport au mois de février 2010.

Figure 14: Les contre parties de la masse monétaire

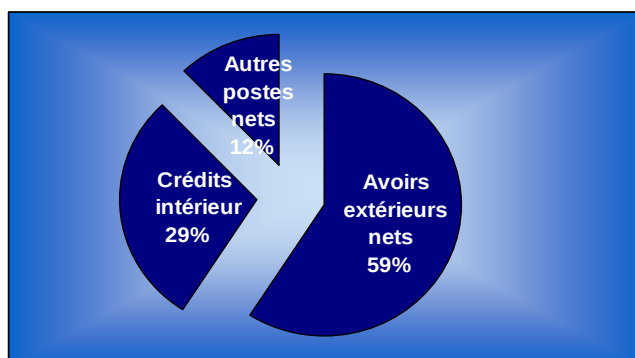
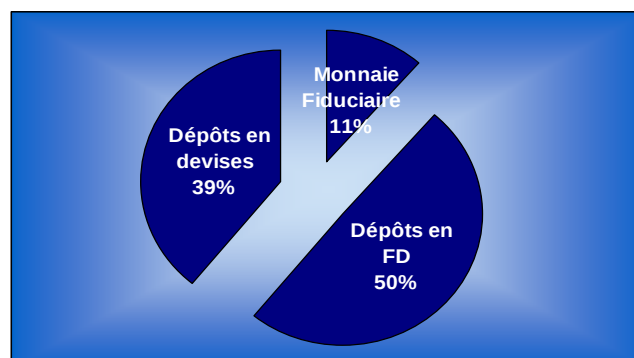


Figure 15 : les composantes de la masse monétaire



VI. Conclusion

Le premier trimestre de l'année 2010 n'a pas donné des résultats attendus, comme espéré en fin 2009, puisque l'EDD, l'ONEAD, le Port, l'Aéroport et le tourisme ont vu leurs chiffres dégringoler d'un trimestre à l'autre même si par rapport à une année la situation est satisfaisante. A cela se rajoute un indice des prix à la consommation à la hausse.